



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

**Unité Départementale du Havre
Équipe Raffinage Pétrochimie**

Affaire suivie par : Romain MAILLOT
Tél. 02.35.19.32.74 - Fax 02.35.19.32.99
Mél. : romain.maillot@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté du - 3 NOV. 2020

Prescriptions complémentaires à la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE, relatives au projet d'extension du pilotage Connect, pour le site de PORT-JÉRÔME-SUR-SEINE

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, et R.181-46 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;

- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre du 18 mars 2004 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE ;
- Vu le courrier en date du 10 janvier 2020 par lequel AIR LIQUIDE HYDROGÈNE, dont le siège social est 6, rue Cognacq-Jay - 75007 PARIS, porte à la connaissance de l'administration son projet d'extension du pilotage à distance d'une partie de ses unités ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mai 2020 ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 28 février 2018, proposant un montant actualisé de garanties financières au titre de l'article R.516-1-5 du Code de l'environnement ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 5 juin 2020 ;
- Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 3 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT QUE

- AIR LIQUIDE HYDROGÈNE souhaite modifier le mode d'exploitation de ses unités, en étendant la possibilité de piloter à distance une partie de ses installations par un centre situé en agglomération lyonnaise ;
- la modification présentée n'est pas une modification substantielle au sens des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement ;
- il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE située à PORT-JERÔME-SUR-SEINE des dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

ET CONSIDÉRANT QUE

- l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif a été abrogé et a été remplacé par l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 susvisé ;
- l'exploitant a proposé un nouveau montant de garanties financières au titre des dispositions de l'article R.516-1-5 du Code de l'environnement, ainsi qu'une nouvelle quantité maximale de déchets :
 - ✓ il convient donc de modifier les dispositions de l'article 1.11.3 du titre 1 de l'arrêté préfectoral cadre pour prendre en compte ces nouvelles valeurs.
- l'exploitant utilise du glyphosate et que cette substance n'a pas fait l'objet d'une campagne de mesures au titre de l'action de recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) :
 - ✓ cette substance est réglementée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé,
 - ✓ il convient donc de déterminer par une campagne annuelle les quantités et concentrations de ce polluant susceptibles de se trouver dans les rejets aqueux de l'exploitant,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE dont le siège social est 6, rue Cognacq-Jay - 75007 PARIS est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de son site de PORT-JERÔME-SUR-SEINE.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 -

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant trois années consécutives.

Article 5 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la demande au préfet dans les formes prévues à l'article R.516-1 du code de l'environnement.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

Article 6 -

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

1° par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l’affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l’article R.181-44 du Code de l’environnement
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de la décision.

Les tiers qui n’ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n’ont élevé des constructions dans le voisinage d’une installation classée que postérieurement à l’affichage ou à la publication de l’arrêté autorisant l’ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l’article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d’un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d’un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l’usage de ce téléservice.

Article 7 - Publicité

Conformément aux dispositions de l’article R 181-44 du Code de l’environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu’une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de PORT-JERÔME-SUR-SEINE pendant une durée minimum d’un mois.

La maire de PORT-JERÔME-SUR-SEINE fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l’accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l’exploitant à la diligence de la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE.

L’arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.


Article 8 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, la maire de PORT-JERÔME-SUR-SEINE, le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement, et l’inspection des installations classées pour la protection de l’environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la maire de PORT-JERÔME-SUR-SEINE et à la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE.

Fait à ROUEN, le **- 3 NOV. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
le secrétaire général


Yvan CORDIER

Vu pour être annexe
à mon arrêté en date
du : - 3 NOV. 2020
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Yvan CORDIER

Annexe Informations très sensibles - Non communicables au public

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du - 3 NOV. 2020
Société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE à PORT-JERÔME-SUR-SEINE

Article 1er : Objet

La société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE, dont le siège social est situé 6 rue Cognacq-Jay, 75007 PARIS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations implantées Zone Industrielle de Port-Jérôme, Avenue Kennedy - CD 110 - Bloc 70, 76330 PORT-JERÔME-SUR-SEINE .

Les prescriptions du présent arrêté complètent les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié.

Article 2 : Prescriptions complémentaires au titre 1

À l'article 2.1.3 du chapitre 2.1 de la section 2 du titre 1, le paragraphe ci-dessous est supprimé :

« Le COOD ne peut agir que sur la consigne de production de l'unité Cryocap. Cette consigne de production doit se trouver à l'intérieur de fourchettes opératoires définies par le site. En particulier, le COOD ne peut pas intervenir sur les équipements pour modifier la consigne de production de l'unité Cryocap, lorsqu'ils sont en fonctionnement en mode local ou mis en sécurité par le système local. Le COOD ne peut pas intervenir sur les équipements en dehors de l'action sur la consigne de production de l'unité Cryocap à l'intérieur des fourchettes opératoires définies par le site. »

Il est remplacé par le paragraphe suivant :

« Le COOD peut agir sur les consignes de production de l'unité Cryocap, le contrôle de la charge de l'unité de production d'hydrogène, ainsi que sur l'arrêt du conditionnement d'emballage d'hydrogène et le le contrôle du débit/pression d'import et d'export d'hydrogène vers la plateforme de GONFREVILLE L'ORCHER depuis les tuyauteries dédiées.

Lorsque le COOD transmet une consigne de production, celle-ci doit se trouver à l'intérieur de fourchettes opératoires définies par le site. En particulier, le COOD ne peut pas intervenir sur les équipements pour modifier une consigne de production, lorsqu'ils sont en fonctionnement en mode local ou mis en sécurité par le système local. »

Article 3 : Prescriptions complémentaires au titre II

À la section 15 du titre II de l'arrêté du 18 mars 2004 modifié, le paragraphe suivant est supprimé :

« Protection contre la cyber-malveillance

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées d'ici le 31 décembre 2018 :

- 1) les conclusions d'un test d'intrusion effectué par une société agréée par l'ANSSI permettant de valider le niveau de cybersécurité des solutions de connexion à distance ;*
- 2) le cas échéant les mesures et leurs échéances à déployer suite au résultat de ces tests. »*

Article 4 :

À l'article 4.3.1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié, la phrase suivante est supprimée :

« Les rejets des eaux usées d'origine domestique sont réalisés dans un système de traitement conforme à l'arrêté du 6 mai 1996. ».

Elle est remplacée par la phrase ci-dessous :

« Les rejets des eaux usées d'origine domestique sont réalisés dans un système de traitement conforme à l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 (NOR : DEVO0809422A) ».

Article 5 : Modification du montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 1.11.3 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié sont supprimées et sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières est fixé à 72 599,87 € TTC.

À tout moment (incluant les phases d'arrêt), les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé au présent article a été calculé.

Type de déchets / produits	Quantité maximale susceptible d'être stockée au sein de l'installation
Déchets non dangereux	119,25 tonnes
Déchets liquides ou pâteux (eaux industrielles, boues décanteur, éthylène glycol, huiles usagées)	93,42 tonnes
Déchets industriels dangereux (dont catalyseurs valorisés mais non enlevés gratuitement)	65,3 tonnes

Article 6 : Modification de l'annexe 3

Les dispositions de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié sont supprimées. Elles sont remplacées par les dispositions ci-après.

VALEURS LIMITES DE REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

1) ÉMISSAIRE PRINCIPAL

Les rejets d'eau résiduaire en sortie de l'émissaire principal doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- débit journalier maximum sur 24 heures : 24 m³/j
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température <30°C

Le pH et le débit sont mesurés en continu au point de rejet principal. De plus, l'exploitant met en place un contrôle final avec enregistrement en continu du pH et de la température du rejet des eaux asservi à une alarme entraînant l'arrêt de tout rejet non-conforme.

Les autres paramètres doivent respecter les dispositions suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Fréquence de surveillance	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximaux (kg/j)
DCO	1314	mensuelle	300	3
DBO ₅	1313	mensuelle	30	0,5
MES	1305	mensuelle	30	0,5
Amines	107	mensuelle	30	0,5
Azote global	1551	mensuelle	30	0,1
HC totaux	7009	mensuelle	10	0,1
Phosphore total	1350	mensuelle	10	0,1
Cuivre	1392	mensuelle	0,5	0,005
Fer+Al	7714	mensuelle	5	0,03
Acide formique	7931	mensuelle	175	3
Acide acétique	6942	mensuelle	25	0,5
Méthanol	2052	mensuelle	5	0,1

Pour les effluents aqueux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvement ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Pour les analyses, les normes utilisées seront celles citées dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié.

2) EAUX PLUVIALES

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

- 5 mg/l d'hydrocarbures (Norme SANDRE 7009)
- 15 mg/l de MES (SANDRE 1305)
- 28 µg/l de glyphosate* (SANDRE 1506).

(*) Le glyphosate fera l'objet d'une campagne de mesure d'un an, dont les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. Cette campagne sera mensuelle durant les phases d'épandage, et trimestrielle sinon. En cas de substitution de cette substance par une autre substance phytosanitaire, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une proposition de plan de surveillance.